



Fédération nationale de l'enseignement, de la culture
et de la formation professionnelle
Confédération Générale du Travail Force Ouvrière

2, rue Romain Rolland 21 000 DIJON

Tél. : 03 80 67 01 14 Mob. : 06 76 15 06 78

E-mail : fnecfo21@gmail.com

CSA Mercredi 14 Octobre 2026

BILAN DE RENTREE 2026

NB : le compte-rendu n'est pas exhaustif et se concentre sur les interventions des élus **FO** ; par correction, nous évitons autant que possible de parler pour les autres organisations syndicales qui ont chacune leur propre expression.

Explication des sigles des intervenants :

SG : Secrétaire Générale de l'Académie

DRH : Directeur des Ressources Humaines.

DOSEPPP : Division de l'Organisation Scolaire, de l'Enseignement Privé et de la Prospective (Service chargé des postes, des heures et de leur répartition).

SRAIO : Service de Région Académique d'Information et d'Orientation.

DASEN : Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (un par département)

REPONSES AUX DECLARATIONS PREALABLES

Préambule de la Rectrice

J'ai un mot pour les personnels qui ont été durement touchés pendant les mouvements lycéens. La violence n'est pas un mode légitime d'affirmation des revendications. J'appelle de mes vœux un dialogue social fluide.

FO : répond sur ce point dans sa déclaration préalable : « Vous avez parlé des débordements dont les personnels ont été victimes, mais on aurait aimé entendre dans vos propos liminaires sur la violence dans ce mouvement qu'elle avait aussi et surtout touché les lycéens ».

Réponses aux déclarations des organisations syndicales

Nous avons écouté et entendu les revendications des lycéens, en panachant toutes les catégories : rural ou urbain, général ou pro, garçons ou filles. Pas que du CVL ; aussi des élèves ayant pris part au mouvement. Manifestation pacifique devant le

rectorat, nous saluons son déroulement. Nous avons reçu en audience des lycéens ce jour-là. Nous nous sommes déplacés dans les établissements. Les revendications peuvent s'analyser en 3 axes : bâti scolaire, organisation scolaire, marge d'autonomie des établissements et vécu des établissements. Nous avons dit aux lycéens combien il est nécessaire de trouver les solutions ensemble. Tout ce qu'ils m'ont partagé, je l'ai fait remonter. Cela passe aussi par la plateforme. Dans notre académie, plus de 1500 contributions. Nous nous organisons pour y apporter des réponses. Les instances de démocratie scolaire ont le mérite d'exister. Les lycéens nous invitent à les repenser pour qu'elles reflètent mieux la voix de tous les lycéens. Il faut que leur parole soit davantage suivie d'actions de mise en œuvre.

Remplacement : Dans l'académie, nous avons un seul établissement pour lequel + de 5% des besoins sont non couverts, le LP Curie à Sens. C'est

un de trop. Depuis une semaine, nous sommes mobilisés mais il nous manque de la ressource RH, nous ne l'avons pas. On continue de chercher en activant nos réseaux.

FO : combien de contractuels nouveaux pouvez-vous recruter ? Les plafonds d'emploi ont été relevés, de combien dans notre académie ?

SG : *on ne peut pas vous le dire. Toutefois, dans l'académie de Dijon, le problème n'est pas tant*

d'ouvrir des postes de contractuels, il est de trouver des personnes à mettre dessus.

Rectrice : *Nous nous félicitons d'avoir laissé beaucoup d'autonomie aux chefs d'établissement. La mobilisation a été très forte dans certaines villes, mais dans l'académie aucun établissement n'a été fermé.*

FO : si, il y a eu une vraie fermeture de 1,5 jours au Castel ainsi qu'à Hippolyte Fontaine.

ORIENTATION / AFFECTATIONS

SRAIO : *plus de demandes en voie générale, et qui ont été davantage suivie dans les décisions des conseils de classe. Ce sont 2 points saillants de la rentrée. Pour autant, la demande vers la voie pro reste + forte qu'au niveau national. Dans les demandes pour la voie générale les filles sont majoritaires, dans les demandes pour la voie pro, ce sont les garçons. Le statut social joue aussi. Les boursiers demandent plus de pro, moins de voie GT. Les familles ont eu plus d'ambition et ont demandé plus la 2nde générale et technologique. Ce n'est pas pour dire que la voie pro est une voie par défaut.*

Poursuite d'études sous statut d'apprenti. Les réorientations en voie pro en fin de 2nde sont à la marge.

FO : Concernant l'orientation, comme les années précédentes, les classes de CAP concentrent les élèves à besoins particuliers (93 % des élèves issus de SEPGA et 88 % des élèves des dispositifs ULIS). (Problème : certains élèves vont en apprentissage). Leur nombre représente près de 78 % des élèves en 1^{ère} année de CAP, ce qui laisse peu de place aux élèves ordinaires. Les enseignants font face à une inclusion « inversée », puisque ce sont les élèves ordinaires qui sont inclus dans des classes avec une majorité d'élèves à besoins particuliers. La FNEC-FP-FO demande l'ouverture de sections de CAP pour une véritable inclusion (2 élèves à besoins particuliers par classe de 12 élèves)

Pas de réponse

FO : L'orientation en voie technologique est en baisse pour ce qui concerne les STMG et les STI 2D.

On a eu la nette impression que le rectorat fermait les vannes en ce qui concerne les STI 2D (pourquoi passe-t-on de 810 à 735 places en STI 2D ?). **En voie pro en 2nde** : 3500 vœux 1 pour 3068 places : il faut leur permettre de rentrer, créer les places pour ça. De même, **en voie pro en CAP** : 1062 places, 1555 vœux 1. Donc près de 500 pas pris. Finalement sur ces 500, seuls 137 font un autre vœu. Que deviennent les autres ?

SRAIO : *Affelnet va marcher sur les résultats scolaires et ajuste avec les listes supplémentaires. On a harmonisé : toutes les classes de 3^{ème} ont le même coef, sans renforcer les 3^{ème} SEGPA, en espérant rééquilibrer Il y a des CAP prio pour les SEGPA, quand même, mais on donne toutes les chances à tous les élèves de 3^{ème} d'aller en 2nde pro plutôt qu'en CAP.*

DASEN 71 : *Les élèves qui n'ont pas leur vœu 1 en pro ne sont pas dans la nature, ils peuvent aller en apprentissage, ou dans le privé, ou l'agricole.*

SRAIO : *ils retournent en 3^{ème} aussi parfois.*

FO : est-ce qu'il y a plus d'élèves qui retournent en 3^{ème}, avec le taux de réussite plus faible au brevet ?

DASEN 58 : *pas de corrélation entre les deux*

FO : Combien d'élèves d'ULIS en CAP ?

SRAIO : *Pour les ULIS, il y a cette année 12,7% qui demandent un CAP, le reste demande une 2nde pro.*

FO : Bac pro : pourquoi plus de places vacantes en septembre qu'en juillet ?

SRAIO : *ce sont peut-être d'autres vœux, ils changent de décisions.*

LYCEES

CHOIX DES SPECIALITES ET OPTIONS

FO : Orientation selon les doublettes et triplètes de spécialités, la disparité n'est pas que selon le genre mais aussi selon l'origine sociale. Non seulement la réforme n'a pas rempli les objectifs qu'elle affichait, mais en plus elle a fortement dégradé les conditions de travail en lycée (mise en concurrence des disciplines donc des collègues, EdT casse-tête, dégradation des relations avec les familles par le clientélisme et la triche générés par le contrôle continu). Une partie des revendications des lycéens impliquerait, pour être satisfaites, l'abrogation de la réforme Blanquer.

***Rectrice :** C'est le rôle des PP, des psy-EN, et du plan avenir de corriger cet effet défavorable aux classes sociales défavorisées.*

***DASEN 89 :** Travail sur ces inégalités dans les PPEO (plans pluriannuels d'éducation à l'orientation).*

FO : Attention aux choix orientés par les chefs d'établissement en fonction de leur DHG. Ils font pression pour l'abandon de certaines spécialités. Ex : craintes à Pontus sur la LLCE. Au

moins 8 élèves sur les 10 veulent le garder à ce jour, mais on commence à leur dire qu'ils ne pourront pas autrement que par le CNED.

PARCOURSUP

FO : Cela fait 2 ans qu'au CSA « bilan de rentrée, il manque le bilan Parcoursup alors qu'on l'avait, avant. Pourtant les premiers bilans de juillet sont disponibles et parlants. 126 632 candidats n'ont reçu aucune proposition et demeurent inscrits sur la plateforme, soit 17,36 % de l'ensemble des candidats, contre 11,8% l'an passé. Il y a plus de demandes, qui ont été traitées plus vite que les années précédentes, mais qui représentaient quand même un afflux de dossiers à traiter (10 000 lycéens de + et 23 000 étudiants en réorientation de +). Ces insatisfactions montrent bien les chaos de l'orientation forcée, quand on ne veut pas ouvrir les places nécessaires. Les CAES ne font que pousser ceux qui sont sur le carreau, dans les places qui restent au moins pire par rapport à leur profil. Les lycéens ont beaucoup à dire sur le stress de Parcoursup et nous en demandons l'abrogation.

***Rectrice :** Ce bilan n'est pas encore prêt.*

BILAN DE RENTREE

EFFECTIFS 1^{ER} DEGRE et 2ND DEGRE

***Cheffe de service des statistiques :** Données provisoires et sous embargo. Vous les avez eues comme documents de travail mais vous ne pouvez pas les publier.*

***SG :** C'est retardé au niveau national parce que des académies plus impactées par le piratage informatique n'ont pas pu encore faire leurs remontées et le ministère doit tout valider avant qu'on puisse publier.*

***Cheffe de service des statistiques :** 123434 élèves. Baisse des effectifs, qui reculent encore plus nettement, 3032 élèves en public et 253 dans le privé. 1/3 de la baisse s'explique par les 3 ans, avec une génération très faible en 2023. Baisse uniquement démographique (vieillesse et*

moins d'enfants par femme); il y a peu d'effet migratoire dans l'académie.

Baisse dans le Second degré se voit principalement au collège, et 47% de cette baisse est concentrée sur le niveau de 6^{ème}. Comportements d'orientation proches des années précédentes, donc peu de variation à part une baisse en CAP et 2^{nde} pro. 1^{ère} année de BTS augmente un peu, mais les CPGE baissent un peu.

FO : Documents reçus hyper tard, nous ferons des remarques assez globales.

- La baisse d'effectifs des moins de 3 ans semble se stabiliser, mais on part de loin après des années de baisse. Y a-t-il une véritable volonté politique sur ce point ?
- Les baisses d'effectifs dans le privé sont, malgré tout, un petit peu moins fortes que dans le public.

- Pourquoi ne profite-t-on pas de cette baisse démographique pour faire descendre les effectifs par classe ? 30 en maternelle, ou 25 sur 4 niveaux ; des 6^{ème} à 31, classes de 36 en 2^{nde} et 1^{ère} même les 1^{ères} technologiques où on sait les difficultés que ça pose.

Cheffe de service des statistiques : *les moins de 3 ans on a pérennisé les dispositifs donc ça se stabilise mais cela ne veut pas dire que ça va continuer ainsi.*

FO : Evolution des effectifs du 1^{er} degré : 24 en CP/CE1 OK, mais CM2 qui frisent les 29 30 et Maternelles qui les atteignent ou les dépassent. On

espère que la limitation à 24 sera respectée à toutes les étapes de la préparation de rentrée...

UTILISATION DES MOYENS EN LYCEES

Cheffe de la DOSEPP : *Chiffres sous embargo.*

SG : *Le budget a été entièrement consommé.*

FO : Le resserrement des DHG crée aussi un nouveau motif de division entre collègues. Les ajustements insuffisants sont bouffés par l'urgence. Des chefs font le choix de « mettre le paquet » pour ouvrir ce qu'il faut dans certaines classes technologiques ; mais cela se fait au détriment des autres classes et des disciplines d'enseignement général.

REQUALIFICATION DES POSTES ADMINISTRATIFS

DRH : *Fin de l'opération. On est dans la cible fixée : on est passés de 20 à 24% pour les AAE ; on passe de 33 à 40% en SAENES, on est même allés plus loin que prévu car on visait 37%. Les ADJAENES baissent à 36% alors qu'on visait 39%. On essaie de faire coïncider les statuts des gens avec les postes.*

FO : Plusieurs questions :

1°)- Concernant le bilan du plan, effectivement, les objectifs nationaux de re pyramidage sont atteints. MAIS il y a des différences très importantes entre services aca et EPLE : les EPLE conservent une proportion importante de postes de catégorie C (40 % contre seulement 26 % dans les services académiques) **Cela pose la question de l'équilibre dans la répartition des emplois entre services aca et EPLE.**

2°)- Le doc indique combien de postes ont été requalifiés mais il ne donne pas de bilan statistique des promotions ni des mobilités qui ont pu en découler... donc **impossible de mesurer précisément les effets du plan sur les parcours pro des agents.** Certains agents ont pu être promus sur leur poste tandis que d'autres ont pu être amenés à changer d'affectation, par ex après leur réussite à un concours. **Combien d'agents ont réellement bénéficié d'une promotion sur leur poste, combien ont dû en changer ?**

3°)- Pourriez-vous mentionner le pourcentage de postes requalifiés pour chaque catégorie, en différenciant ceux requalifiés en services déconcentrés et ceux requalifiés en EPLE ?

4°)- On aimerait aussi que soient détaillés les "différents critères" retenus par l'autorité académique pour établir la liste des postes requalifiables (bas de la page 1). Certain(s) poste(s) n'ont pas été repéré(s).

5°)- Maintenant que le plan 2022/2026 est achevé et que "la totalité du contingent des postes à requalifier a été utilisée", quelles perspectives de requalification sont envisagées à partir de 2027 ? Notamment pour les postes dont les missions et les responsabilités pourraient justifier un classement dans une catégorie supérieure ? Question subsidiaire : **combien de postes de la carte cible restent encore à requalifier ?.**

DRH : *les chefs d'étab ont moins requalifié, en effet vous remarquez qu'il y a eu des postes qui n'ont pas été repérés dans les établissements. La carte cible a été réajustée chaque année en fonction de l'intérêt de l'agent pour passer un concours ou la liste d'aptitude. Le cas de personnes qui ont pu garder leur poste a été très majoritaire. On n'a pas le chiffrage des exceptions. Plan 2027 : on ne pourra pas en conduire un autre de notre propre*

initiative, on n'a plus le financement. On vous donnera la liste des gens nommés, et ce qui reste sur la carte cible, mais elle est désactivée parce que le plan est fini.

SG : aucune perspective de plan pluriannuel de requalification. 142 postes, c'est énorme, on est contents d'avoir eu un plan. Mais pour l'instant aucune annonce. C'est resté unique et exceptionnel.

REDEPLOIEMENT DES APS

SG : Ce sont des AED à profil spécial : Assistants de Prévention et de Sécurité recruté dans certains collèges ou lycées sensibles). Ils permettent de mieux répondre aux besoins des territoires, mais à moyens constants. Lettres de mission retravaillées. Ceux dont le poste est redéployé trop loin se sont vus proposer des postes d'AED dans leur secteur.

APS - année scolaire 26-27

Dpt	Quotité ETP	Etablissement	Ville
21	0,5	Lycée S Weil	Dijon
21	1	Lycée Le Castel	Dijon
21	0,5	Clg Champollion	Dijon
58	0,5	Clg Giroud de la Villette	Clamecy
58	0,5	Clg Claude Tillier	Cosne
71	0,5	Clg Centre	Le Creusot
71	0,5	Clg Camille Chevalier	Chalon/Saône
89	1	Lycée Catherine et Raymond Janot	Sens
Total acad	5		

POINT D'ETAPE SUR LA CARTE DES CIO DU 71

DASEN 71 : 6 lieux d'accueil des publics en-dehors des étab. 1 CIO d'Etat à Macon (avec 10 ETP) avec une annexe à Chalon (14 ETP) avec chacun un directeur + une annexe de l'annexe.

A l'Ouest, CIO d'Etat à Autun (1 directrice, 1 admin, 2,5 ETP) avec une annexe au Creusot (3ETP) et une à Montceau (8 ETP) ; 1 directrice pour les deux annexes.

Les autres dpts n'en ont pas autant. Faut rationaliser les bâtiments. Aucun objectif de retrait d'emploi, mais il y aura une incidence sur 1 poste d'admin.

1^{er} scénario : Montceau est géographiquement le plus adéquat : on en ferait un CIO d'Etat. On rapatrie tous les personnels sur ce site, en fermant les deux autres.

2^{ème} scénario : pareil mais on garderait l'annexe d'Autun en le renforçant un peu. Creusot et Montceau sont à 15 minutes. 2,5 postes et une directrice ce n'est pas efficace et la fréquentation est faible. Il faut aller vers les publics, il faut une viabilité.

Rectrice : l'objectif n'est pas de faire des économies, mais d'apporter un accompagnement plus solide.

La **FSU** est intervenue largement sur ce dossier. Pour plus d'infos, nous vous renvoyons à leur compte-rendu.